

Mozambique : l'escalade du conflit oblige des centaines de milliers de personnes à fuir

Contexte

Depuis trois ans, le nord du Mozambique est proie à une insurrection.

La zone abrite d'importantes installations gazières. Ce conflit a déjà fait 1500 morts.

La population est en grande souffrance face à des attaques de djihadistes, qui de surcroît enlèvent des fillettes dans leurs raids meurtriers.

Rien qu'en 2020, plus de 400 personnes sont mortes, un nombre en augmentation depuis l'année précédente.

Ces islamistes, qui ont des liens croissants avec le groupe État islamique, multiplient les attaques contre la police et tout ce qui représente le gouvernement.

Ils risquent de bientôt s'emparer des installations pétrolières et gazières situées dans le nord du pays.

Le Mozambique est surnommé le Qatar de l'Afrique.

Toutes ces ressources naturelles (gaz et pétrole notamment) devraient pourtant promettre la fortune à ce pays pauvre.

Les djihadistes se sont emparés de 2 îles

Début septembre, des jihadistes se sont emparés de deux îles situées au large du Mozambique. Cela leur permet désormais de menacer le trafic maritime dans la région.

La lutte de l'armée semble compromise car un scandale vient d'éclater suite au meurtre d'une femme enceinte, relayé par une vidéo.

Cela suscite l'indignation des ONG. Amnesty International met en cause l'armée. Ce n'est pas la première fois que l'ONG dénonce les exactions des soldats. Selon Amnesty International, les violations des droits humains sont multiples.

Face au tollé, le ministre de l'Intérieur a déclaré ouvrir une enquête mais pense que les meurtriers sont des jihadistes déguisés en soldat afin de discréditer le pouvoir.

La prise des 2 îles par les djihadistes fait suite à la capture par Daesh, en août, de la ville portuaire de Mocimboa da Praia sur le continent, riche en gaz. Cette attaque avait tué au moins 1 300 personnes.

Le port de Mocimboa da Praia est crucial pour les projets d'exploitation gazière du Mozambique car situé à une soixantaine de kilomètres des gisements dont la valeur est estimée à 60 milliards de dollars.

Les compagnies énergétiques sont obligées de construire de nouvelles installations pour éviter tout contact avec les insurgés et les villages en bordure de la zone sont souvent pillés.

Plus de 300 000 personnes ont fui la région

Le Programme alimentaire mondial (PAM) s'inquiète des conséquences : plus de 300.000 personnes ont fui, abandonnant leurs cultures et devenant dépendantes de l'aide humanitaire.

Le PAM, en collaboration avec le gouvernement, vient en aide aux plus vulnérables.

Mais l'agence onusienne a un besoin urgent de 4,7 millions de dollars par mois. Sans financement supplémentaire, il sera obligé de réduire les rations alimentaires dès décembre.

Par ailleurs, des milliers de Mozambicains se sont réfugiés en Tanzanie voisine. Ce qui a renforcé les inquiétudes de la communauté internationale quant à la régionalisation du conflit.

RDC : 22 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë

Rappel du contexte

En République démocratique du Congo, près de 22 millions de personnes souffrent actuellement d'insécurité alimentaire aiguë, le nombre le plus élevé au monde, le Covid-19 aggravant l'impact de décennies de conflit.

Les agences humanitaires se démènent pour aider la population.

Près de 70 groupes armés ont signé cet été un accord de cessez-le-feu au Sud-Kivu. Mais sera-t-il suivi d'effet ?

A l'est de la RDC, les forces armées congolaises (FARDC) se battent au quotidien avec le concours de la MONUSCO (force de l'ONU) contre des groupes armés.

Récemment encore des groupes armés ont tué des dizaines de civils, en raison de conflits ethniques.

Ces vagues successives de violence ont entraîné des déplacements massifs de populations

Une enquête de l'ONU considère les violences en Ituri comme de possibles crimes contre l'humanité. Pour l'ONU, en plus de violences armées attribuées aux miliciens de Codeco, les tensions communautaires tendent à se transformer en conflits armés.

A l'été 2019, le chef de l'Etat avait annoncé une opération militaire "de grande envergure" contre les assaillants. L'opération "Tempête de l'Ituri" a principalement conduit à la mort d'un chef de la Codeco.

Hormis la Codeco, à Beni dans le nord sévit depuis 6 ans le groupe armé d'origine ougandaise ADF.

Pour faire face à cette recrudescence de violence contre les civils et les forces de sécurité, la MONUSCO dit avoir intensifié ses patrouilles afin de protéger les populations et sécuriser les axes principaux.

D'autre part, les eurodéputés ont voté une résolution pour apporter leur soutien au docteur Denis Mukwege, victime de menaces de mort après ses appels fin juillet à mettre un terme à l'impunité des auteurs de crimes sexuels et de massacres à Kipupu, Sange et dans la province d'Ituri.

Plus de 55 000 femmes, filles et enfants, ont été soignées par ce gynécologue prix Nobel de la Paix. Heureusement il bénéficie à nouveau de la protection des policiers de l'ONU.

L'impunité

Il y a 10 ans, le rapport Mapping avait recensé 617 crimes de guerre, crimes contre l'humanité et de possibles crimes de génocide et proposait la création de chambres mixtes de justice. Depuis, rien. C'est l'impunité totale. Environ 5 000 personnes ont manifesté, ce jeudi 1^{er} octobre à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu.

Les exactions se poursuivent de nos jours. Fin septembre notamment, cette fois dans le sud de la RDC, près de la frontière avec la Zambie, des centaines de séparatistes katangais (qui militent pour la sécession de la province minière du Katanga) sont entrés dans la ville de Lubumbashi.

Bilan de l'attaque : une vingtaine de morts.

Autre sujet d'inquiétude : les appels à la haine tribale se multiplient dans les médias.

Le phénomène inquiète les institutions et les ONG. Le gouvernement a même dénoncé ce comportement qui est affiché par des acteurs politiques et des leaders sociaux.

Le président veut organiser un sommet sur la sécurité régionale

Félix Tshisekedi cherche à organiser un sommet sur la sécurité régionale, avec quatre pays, dont l'Ouganda.

Si les tensions avec l'Ouganda se sont apaisées, les véhicules qui font le trajet entre les deux pays sont tout de même escortés par l'armée.

D'autre part, il demande des sanctions internationales contre les groupes armés qui sévissent dans l'est de la RDC. Cela car ils vivent grâce à l'exploitation illégale de ressources naturelles, écoulées en dehors de la RDC, avec des complicités étrangères. Il souhaite que les acheteurs de ces produits soient empêchés de le faire.

Centrafrique : domination des groupes armés

Rappel du contexte

La Centrafrique, l'un des pays les plus pauvres du continent, est ravagé par une guerre civile depuis que la Séléka, une coalition ethnique musulmane de groupes armés, a renversé le régime du président François Bozizé en 2013.

Le 6 février 2019, le gouvernement et 14 groupes armés ont signé un accord de paix à Khartoum, censé mettre un terme aux combats opposant les rebelles aux forces loyalistes mais aussi entre ces groupes armés rivaux, qui contrôlent 70% du territoire.

Depuis le début de la guerre civile, l'embargo sur les armes était total pour le pays même s'il a bénéficié depuis 2017 de quelques exemptions accordées par l'ONU, notamment à la Russie et à la France. Combattre les groupes armés est donc difficile, d'autant plus que ceux-ci s'approvisionnent facilement en armes.

Le 14 septembre 2019, l'embargo a été nettement assoupli.

La Russie fournit déjà beaucoup d'armes à la Centrafrique, mais le président Faustin-Archange Touadéra en demande davantage à son homologue russe Vladimir Poutine, afin de pouvoir combattre efficacement les groupes armés.

Vladimir Poutine qualifie la Centrafrique de "partenaire prometteur". Ce pays regorge en effet de gisements d'aluminium, de cuivre, d'or, de diamant, d'uranium et de puits de pétrole.

Depuis l'accord de paix de février 2019, les violences avaient baissé en intensité dans le pays.

La Mission des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca) est chargée de veiller au bon fonctionnement des élections présidentielle et législatives qui doivent se dérouler dès décembre 2020, les premières depuis la signature de l'accord de paix de Khartoum en février 2019.

La terreur est toujours de mise

L'un des plus puissants groupes armés, qui se nomme « les 3 R », continue à semer la terreur dans le nord-ouest.

Il interdit l'entrée de son « territoire » aux équipes électorales et à l'armée.

Fin juin, les soldats de la Minusca avaient engagé en vain une opération militaire d'envergure contre ce groupe.

Les 3R sont surtout constitués de Peuls, lesquels sont régulièrement accusés de djihadisme en Afrique.

Lors du débat annuel de la 75^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Président, Faustin Archange Touadéra, a regretté que malgré les efforts du gouvernement, des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire continuent d'être perpétrées par certains groupes armés signataires de l'Accord de paix et de réconciliation.

Le Président a demandé à nouveau la levée totale de l'embargo sur les armes.

En août, l'ONU a dénoncé Sidiki Abass, le leader du groupe armé 3R.

Le groupe armé 3R a tué, torturé, violé et déplacé des civils. Il s'est livré au trafic d'armes, à du racket et s'est engagé dans une guerre avec d'autres milices, détaille le comité de sanctions. Sidiki Abass a lui-même participé à des actes de torture.

Soudan : de nets progrès, mais pas encore de sortie de la liste des Etats soutenant le terrorisme

Rappel du contexte

En décembre 2019, les Soudanais ont fêté le premier anniversaire du soulèvement qui a mis fin au régime d'Omar el-Béchir, après 30 ans de règne autoritaire. Entre 177 et 250 personnes avaient été tuées dans la répression du mouvement.

Le Premier ministre Abdallah Hamdok, nommé après de longues négociations entre l'armée et les contestataires, dirige le Conseil souverain de transition, un organe composé de civils et militaires chargé d'assurer la transition post-Béchir.

Il a entamé des réformes, avec notamment le démantèlement du régime d'Omar el-Béchir et le lancement de pourparlers de paix avec les groupes rebelles des Etats du Darfour, du Kordofan-Sud et du Nil Bleu, théâtres de violents conflits sous Béchir.

Mais le pays fait toujours face à une grave crise économique.

Le Soudan est pour le moment maintenu par les USA sur la liste noire des pays soutenant le terrorisme

Les USA font pression auprès du Soudan afin qu'il normalise ses relations avec Israël, comme vient de le faire les Emirats arabes Unis (EAU).

Ces deux pays sont dans la même alliance, hostiles aux Frères musulmans, contre lesquels lutte encore le Soudan en interne.

Et en échange d'un accord de normalisation avec Israël, le Soudan demande plus de 3 milliards de dollars d'aide, ainsi qu'un engagement des USA et des EAU à lui fournir une assistance économique au cours des 3 prochaines années.

Mais ni les Soudanais ni les partis politiques, ni les autorités religieuses ne sont encore prêts à franchir le pas de cette normalisation, même si le pays fait de grands progrès contre les islamistes sous l'impulsion de son Premier ministre.

D'un point de vue économique, face à la crise que connaît le Soudan, le Fonds monétaire international a approuvé un accord signé avec le gouvernement de transition du Soudan qui permettra à ce pays d'obtenir 1,5 milliard de dollars par an et de réduire ses dettes estimées à 60 milliards de dollars.

Progrès dans le processus de paix et les droits humains

L'ONU, qui soutient la transition politique, est satisfait dans les réformes législatives adoptées par le Soudan pour améliorer les droits fondamentaux. Par exemple, des gouverneurs civils par intérim ont été nommés dans les 18 États, dont 2 femmes.

Signe des temps : à Noël, la nouvelle ministre de la Justice, qui est de religion copte, est venue à la cathédrale Saint-Mathieu de Khartoum donner la bonne nouvelle, le 25 décembre. « *Après neuf ans, le gouvernement a décrété le 25 décembre jour férié et cela démontre les sentiments d'amour, de paix et de citoyenneté des Soudanais* ».

Surtout, au sujet du Darfour, le 31 août a été signé à Juba un accord de paix entre le gouvernement de transition et deux mouvements rebelles : l'Alliance Front révolutionnaire du Soudan (FRS) et l'Armée de libération du Soudan - faction Minni Minnawi (ALS/MM).

Cependant, la situation au Darfour est encore fragile, car les dernières étapes vers l'accord de paix se sont accompagnées d'une augmentation de la violence intercommunautaire, avec des incidents majeurs dans l'ouest, le nord et le sud de cette région, incidents ayant fait des dizaines de morts et des dizaines de milliers de déplacés. L'ONU aide ces personnes déplacées.

Soudan du Sud : la catastrophe

Rappel du contexte

Après 6 ans de guerre civile ayant fait plus de 400 000 morts et des millions de personnes déplacées, un accord a enfin été trouvé en février 2020 entre les 2 principales ethnies rivales, les Dinkas, d'où est issu le président Salva Kiir, et les Nuers, d'où est issu le désormais vice-président Riek Machar, ancien chef rebelle.

La situation a pu se débloquer suite à des sanctions américaines de plus en plus importantes.

Depuis est formé – enfin – un gouvernement d'union nationale.

Mais les problèmes demeurent nombreux et graves.

Une corruption énorme, des problèmes graves

L'ONU s'inquiète de l'enlisement de la situation.

Les retards menacent la paix : Assemblée nationale pas encore constituée, lois nécessaires pas encore adoptées, préparation de la nouvelle Constitution à l'arrêt, l'armée nationale empêche les casques bleus de rejoindre des communautés en difficultés...

Et il y a encore des violences : dans l'État de Jonglei, les violences intercommunautaires des derniers mois ont fait 600 morts et 160 000 déplacés. De plus, la Commission onusienne des droits de l'Homme a accusé des politiciens de hauts rangs et des bureaucrates d'avoir détourné des dizaines de millions de dollars.

L'ONU dresse un bilan très critique de l'état des droits de l'homme

Corruption endémique, violences, criminalité politique...

Non seulement l'élite se bat pour le contrôle des ressources en pétrole et en minerais, mais les soldats ont l'opportunité d'enlever et violer des femmes à la place de leurs salaires.

700.000 personnes affectées par les inondations

Les inondations, que le Sahel connaît aussi, ont affecté 700.000 personnes, a annoncé le Programme alimentaire mondial (PAM), relevant que ces pluies torrentielles ont créé une menace de niveaux de faim « catastrophiques » et ont laissé des centaines de milliers de personnes sans abri.

Les différentes agences de l'ONU aident de leur mieux la population.

La faim et la malnutrition étaient déjà des problèmes majeurs avant ces inondations : près de 6,5 millions de personnes - plus de la moitié de la population - étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire au plus fort de la saison de la faim il y a quelques mois. La Covid-19 a aggravé la situation.

Inondations au Sahel : au moins 112 morts et plus de 700.000 personnes affectées

L'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel font face à des inondations dévastatrices entraînant de nombreuses victimes et des dégâts considérables.

Ces inondations provoquées par des pluies diluviennes ont fait au moins 112 morts et affecté plus de 700.000 personnes du Niger au Tchad.

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés intensifie ses efforts pour venir en aide aux familles.

Cela s'ajoute aux déplacements par centaines de milliers causés par les attaques djihadistes et communautaires : plus de 3,5 millions de personnes avaient déjà dû fuir.

Les terres agricoles sont ravagées, les habitations détruites, la situation sanitaire préoccupante, et une épidémie de choléra est à craindre.

L'Afrique pourrait gagner 89 milliards de dollars par an en freinant les flux financiers illicites

Chaque année, on estime que 88,6 milliards de dollars, soit 3,7 % du Produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique, quittent le continent sous forme de fuite illicite de capitaux, selon le rapport 2020 de la CNUCED sur le développement économique en Afrique.

Cela sape les investissements en santé et éducation notamment. Ce dont les femmes et les filles souffrent le plus.

Les solutions doivent passer par une coopération fiscale internationale et des mesures de lutte contre la corruption.

Blanchiment massif d'argent sale par des grandes banques mondiales

Au moins 2 000 milliards de dollars de transactions suspectes ont été réalisées entre 2000 et 2017 par plusieurs grandes banques mondiales. C'est ce que révèle une enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), composé de 400 journalistes issus des médias de 88 pays.

Il s'agit d'argent sale lié à la drogue, à la corruption, au crime organisé et au terrorisme.

Les banques accusées assurent pourtant faire d'importants efforts pour combattre le crime financier et respecter les législations en vigueur.

Il s'agit surtout de 5 grandes banques - JPMorgan Chase, HSBC, Standard Chartered, Deutsche Bank, et Bank of New York Mellon – qui ont poursuivi ce genre d'activités, même après avoir été poursuivies ou condamnées pour faute financière.

Pour leur enquête, les journalistes ont pu obtenir des « *rapports d'activité suspecte* ». Ce sont des documents ultra-secrets, que les responsables de la conformité interne des banques américaines envoient aux services de renseignement financier américain quand elles détectent des transferts d'argent douteux.

Après les Panama Papers (qui révélaient l'ampleur de l'évasion fiscale et le rôle des banques dedans) et les Paradise Papers, cette affaire, nommée « FinCEN Files », révèle de graves carences dans la régulation du secteur, car l'enquête pointe aussi l'impuissance des autorités américaines dans la régulation de ces transactions.

Des massacres en Colombie, pays gangrené par les cartels

La Colombie est le premier producteur de cocaïne au monde.

Les USA aident le gouvernement colombien à lutter contre le trafic de drogue, avec quelques succès, bien que dans l'ensemble la lutte contre le trafic de drogue soit un échec.

La violence liée au trafic est très forte dans ce pays, où opèrent des groupes criminels. Entre autres carnages, 107 défenseurs des droits humains ont été tués en Colombie en 2019.

Les groupes armés se battent pour le contrôle de mines illégales, de milliers d'hectares de cultures de drogue et l'accès aux routes d'acheminement de la drogue.

Depuis début 2020, 61 massacres ont été recensés parmi la population.

Les dissidents des FARC représentent environ 2.300 combattants. Le désarmement des Farc a permis de faire diminuer l'intensité du conflit, mais le pays reste confronté à la violence de l'Armée de libération nationale (ELN), dernière guérilla active, ainsi que des narco-trafiquants.

Alors que la Colombie produit 70% de la cocaïne mondiale, un sénateur de ce pays a déposé une proposition de loi qui vise à asphyxier les réseaux de narcotrafic

en la légalisant. Mais cette idée a peu de chances d'aboutir, car les cartels sont très puissants et ont les moyens de corrompre les politiques.

Suède : la mafia contrôle des banlieues

Plus le temps passe en Suède, plus la mafia prend gagne en puissance, contrôlant plusieurs grandes villes du pays.

Une quarantaine de "familles" mafieuses contrôlent les quartiers défavorisés de plusieurs agglomérations.

Les clans criminels multiplient les actes de violence : 163 fusillades sur le territoire au premier semestre 2020 et 20 morts.

La mafia est surtout implantée dans les banlieues où vit une population majoritairement immigrée. Trafic de drogue, racket, violences...

Des attaques à l'explosif, fusillades, règlements de compte en pleine rue... Le phénomène a pris tant d'ampleur que la police a décidé fin 2019 de former un groupe d'intervention spécial, dont la mission sera de lutter contre la violence des gangs.

En vain pour le moment.

La banquise arctique fond, ce qui convient aux milieux économiques et à la Russie

Rappel du contexte

L'Arctique est une région disputée et riche en ressources naturelles encore peu exploitées. S'y opposent les intérêts de 5 pays dont la Russie et les Etats-Unis. La Russie espère y devenir la première puissance économique et militaire tout en profitant du réchauffement climatique et de la fonte des glaces, qui devrait ouvrir de nouvelles routes commerciales dans le Grand Nord.

La fonte s'accélère

La banquise arctique affiche toujours sa plus petite étendue à la sortie de l'été. Mais depuis 20 ans sa taille diminue considérablement. Cette année même un peu plus encore. En cause : le réchauffement climatique.

Cet été 2020, des records de température ont été battus.

Plus la banquise fond, plus cela est économiquement intéressant : ainsi une nouvelle voie maritime peut être ouverte pour rejoindre la Chine à partir de l'Europe en passant par le nord de la Russie et la mer de Béring.

Soit un raccourci de 7.000 km par rapport au trajet habituel.

La fonte de la banquise arrange aussi les compagnies pétrolières qui recherchent gaz et pétrole.

Les réserves semblent très importantes.

En Russie, le ministère de l'Arctique Russe a préparé un projet de nouveau programme d'État pour le développement de l'Arctique pour 2021-2024.

La Suède dénonce l'intrusion de deux navires militaires russes dans ses eaux territoriales

La Russie renforce sa présence militaire dans l'Arctique russe.

Face à cette menace, la Suède déploie un nouveau système de défense anti-aérien sur Gotland, une île stratégique située en mer Baltique, en face de la Russie.

Une étape de plus dans le renforcement de l'armée suédoise, alors que les tensions avec Moscou se multiplient. Le royaume nordique se plaint de plus en plus d'incursions russes dans son espace aérien et maritime.

Une prochaine étape sera franchie en 2021, date de la livraison en Suède du système antimissile Patriot, acheté aux États-Unis.

Pays de l'Union européenne, la Suède n'est pas membre de l'Otan mais participe régulièrement aux manœuvres de l'Alliance atlantique dans la région.

Par ailleurs, la Russie entend répondre à l'activité militaire de la Norvège, qui fait partie de l'Otan. Elle accuse la Norvège de renforcer son activité militaire et d'accroître les risques entre les deux pays. La Russie estime que la Norvège, membre de l'Otan, participe de plus en plus à l'accroissement de la présence de l'Otan dans l'Arctique.

La Norvège, qui compte 196 km de frontières terrestres avec la Russie, s'inquiète du renforcement des capacités de l'armée russe dans la péninsule de Kola, une région abritant plusieurs bases navales et zones interdites aux civils.

Yémen : la guerre redouble d'ardeur, catastrophe humanitaire

Rappel du contexte

Les Houthis, soutenus par l'Iran, lancent des attaques contre l'Arabie saoudite tandis que la coalition menée par l'Arabie saoudite fait pleuvoir d'immenses quantités de bombes contre les Houthis.

Cela fait 5 années que la coalition a démarré son intervention.

Le conflit au Yémen a fait des dizaines de milliers de morts, surtout civils, et entraîné ce que l'ONU décrit comme étant la pire crise humanitaire dans le monde. Environ 24 millions de Yéménites, soit plus des trois quarts de la population, ont besoin d'aide.

Les combats actuels

Les combats redoublent d'ardeur, car les Houthis veulent absolument s'emparer du « triangle d'or » : Marib - Shabwa - Hadramawt, zone riche en gaz et pétrole. Mais aussi densément peuplée.

Le STC (les sécessionnistes du sud) s'intéresse également à cette zone.

Les Houthis tiennent depuis 2014 la capitale Sanaa, à 120 km à l'ouest de Marib, et poursuivent leur offensive à l'est afin de parachever leur contrôle du nord du Yémen.

Les combats menacent maintenant le camp de déplacés de Souwaïda.

Accord sur un échange de 1.081 prisonniers

Dans le cadre d'un accord conclu en Suède en 2018, le gouvernement et les Houthis sont parvenus à un accord sur l'échange de 1.081 prisonniers, salué par l'envoyé spécial de l'ONU comme le "plus important" depuis le début du conflit. D'autres libérations sont prévues.

L'ONU ferme 3000 centres de soins au Yémen par manque de financement

Alors que le Yémen fait face à l'une des pires catastrophes humanitaires au monde, l'ONU ferme totalement ou partiellement 3 000 centres de soins par

manque de financement. L'ONU a beau organiser des conférences de bailleurs pour lever des fonds, l'aide internationale reste insuffisante.

Cela alors que 80% de la population yéménite dépend entièrement de l'assistance des Nations unies. Les Yéménites souffrent de famine.

De plus, la pandémie de Covid-19 fait des ravages.

Le PAM s'efforce donc d'utiliser au mieux ses ressources limitées.

Covid-19 : des millions de personnes pourraient tomber en esclavage

Les retombées de la pandémie sont terribles : crises économique, faillites en cascade liées aux mesures visant à freiner la pandémie, hausse du chômage et de la famine (la famine : 135 millions de personnes avant la pandémie, 270 millions maintenant), mais aussi un fort recul des droits humains dans les pays les plus pauvres : esclavage, reculs massifs de l'éducation (1 milliard d'enfants), risques de violences à l'encontre des femmes, mariages précoces et grossesses adolescentes...

L'Organisation mondiale de la Santé a déclaré l'état de pandémie mondiale il y a 6 mois.

Bilan actuel, du moins en données officielles : plus d'un million de personnes à travers le monde seraient mortes du COVID-19.

33 millions de personnes seraient contaminées. 22 millions de personnes sont considérées comme guéries de la maladie.

Il n'y a toujours pas traitement radical, et encore moins de vaccin, même si les recherches progressent à grands pas.

En prévision d'un vaccin, les pays riches ont réservé plus de la moitié des vaccins contre le Covid-19, auprès de cinq fabricants en phase 3 des essais cliniques (phase 3 : le vaccin expérimental ou un placebo est injecté de façon aléatoire à des dizaines de milliers de volontaires, afin de vérifier que le vaccin est sûr et efficace). Ces pays représentent 13 % de la population mondiale.

Mais la Banque mondiale veut débloquer 12 milliards de dollars pour les pays pauvres afin de les aider à acheter et distribuer les vaccins.

En raison de la crise causée par la pandémie, 45 milliards de dollars, une somme record, ont été déjà fournis par la Banque mondiale entre avril et juin.

En Asie, le Covid-19 aggrave le phénomène des mariages précoces

La crise du Covid-19 a augmenté la précarité des femmes dans le monde et accéléré le phénomène des mariages précoces en Asie.

Des parents perdant leur travail en raison des dures restrictions liées à la pandémie, le mariage de leurs filles est vu comme une solution face aux problèmes de subsistance.

C'est une des nombreuses conséquences alarmantes de la pandémie en Asie du Sud-Est.

De plus, le réseau d'ONG impliqué dans les droits des femmes a également noté une augmentation des grossesses adolescentes.

Des Bangladais extrémistes par dizaines de milliers

La population du Bangladesh - 160 millions d'habitants - est à 90% musulmane. Plus de cent mille Bangladais se sont rendus en septembre aux funérailles du leader islamiste controversé Allama Shah Ahmad Shafi, fondateur du groupe Hefazat-e-Islam.

En mai 2013 il avait mobilisé des dizaines de milliers de manifestants exigeant qu'on exécute des blogueurs athées et qu'on adopte des lois châtiant le blasphème. Le Premier ministre du Bangladesh a salué son rôle dans la récente expansion des écoles coraniques dans le pays.

Chine : travail forcé au Xinjiang, peu de réactions internationales

Dans le nord-ouest de la vaste Chine, plus d'un million de musulmans, surtout Ouïghours (il y a aussi des Kazakhs et des Kirghizes musulmans), seraient internés au Xinjiang. Les autorités y auraient plus de 380 lieux de détention. La Chine affirme qu'il s'agit de "centres de formation professionnelle", destinés à aider la population à trouver un emploi et à l'éloigner de l'extrémisme religieux.

De plus, un rapport accuse la Chine de destruction de milliers de mosquées.

Depuis plusieurs années, le Xinjiang fait l'objet d'un strict contrôle sécuritaire au nom de la lutte contre les attaques terroristes attribuées à des membres de l'ethnie ouïgoure (2013-2014 notamment).

Pékin utilise son pouvoir pour attaquer les mécanismes internationaux de protection des droits humains, estime l'organisation Human Rights Watch. HRW dénonce l'inaction, voire la complicité d'autres pays.

La communauté internationale et les ONG de défense des droits de l'Homme dénoncent aussi une campagne de stérilisation massive des femmes ouïghoures.

Au sujet de la maltraitance systémique dont sont victimes les Ouïghours, il faut noter que 46 pays ont signé une déclaration proclamant leur soutien à la politique de Pékin sur le sujet.

Parmi ces pays, de nombreux pays musulmans.

HRW accuse gouvernements, entreprises et universités de préférer se taire plutôt que de risquer de perdre l'accès à l'immense marché chinois.

Human Rights Watch appelle les démocraties à s'unir.

Les États-Unis, en conflit pour de nombreuses raisons avec la Chine, vont interdire l'importation de certaines marchandises produites au Xinjiang.

L'Union européenne, de son côté, réfléchit à des sanctions.

La Chine veut mettre plus de 500 000 Tibétains ruraux au travail forcé

Comme au Xinjiang, Pékin veut « siniser » le Tibet.

Sa technique : envoyer des dizaines de milliers de ruraux pauvres travailler en usine

Le dispositif vise à sortir de force plus de 500 000 travailleurs ruraux de la pauvreté.

Le contrôle sur ces populations est de plus en plus total, alors que jusqu'à présent leur système était plutôt fondé sur une certaine autonomie locale. Les fermiers ne sont pas forcément pauvres, il est simplement difficile de déterminer leurs revenus, alors que le troc est une pratique ancienne.

Leur culture traditionnelle est complètement détruite.

Taiwan en danger

Si les tensions entre la République populaire de Chine (le continent chinois) et la République de Chine (l'île de Taïwan) sont très anciennes, une ligne vient d'être franchie car Pékin ne reconnaît plus la ligne médiane dans le détroit de Taiwan et affirme que ses avions de combat peuvent survoler librement l'île.

Pas plus tard que jeudi soir, Taïwan a déclaré avoir fait décoller des avions de combat afin de repousser un avion de guerre chinois entré dans sa zone d'identification de défense aérienne.

Après avoir mis Hong-Kong dans son giron et y avoir maté toute contestation, la Chine est très offensive en affirmant que ses derniers exercices militaires sont une « répétition pour une prise de contrôle de Taiwan ».

Les Etats-Unis, qui ont des relations tendues avec la Chine, soutiennent toujours Taïwan, y compris militairement.

Pour le régime chinois, Taïwan est une partie sacrée et inaliénable de la Chine.

Redoubler d'efforts contre la violence sexiste, un fléau mondial intensifié par la Covid-19

De la violence domestique aux abus sexuels, en passant par le harcèlement en ligne et l'augmentation des mariages d'enfants, la violence sexiste est « un fléau mondial » qui est exacerbé par la pandémie de la Covid-19, a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

« Des millions de femmes vivent dans la peur, avec des conséquences à long terme pour les familles et les communautés, et pour tous nos efforts en faveur de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme et du développement durable », a déclaré le Secrétaire général.

Des milliers de Yézidis toujours en captivité

La lauréate du prix Nobel de la paix et victime d'esclavage sexuel aux mains de l'Etat islamique en Iraq et au Levant, Nadia Murad, a lancé un poignant appel à la communauté internationale pour qu'elle agisse immédiatement afin de

retrouver et libérer les plus de 2.800 femmes et enfants yézidis qui se trouvent toujours entre les mains de Daech.

Ils sont encore soumis à des violences sexuelles et à l'esclavage aux mains de Daech.

Nadia Murad s'est félicitée des avancées en matière de justice pour les Yézidis, précisant que la collecte des preuves et des témoignages avait commencé mais que justice n'avait toujours pas été rendue.

Méditerranée orientale : la situation s'apaise

Jamais, les tensions entre la Grèce et la Turquie n'avaient duré si longtemps. Bateaux et avions turcs sur le territoire maritime et aérien grec, armées qui se déploient dans la Méditerranée orientale...

La Turquie revendique le droit d'exploiter des gisements d'hydrocarbures dans une zone maritime qu'Athènes estime relever de sa souveraineté.

Sur ce sujet la Turquie est aussi en conflit avec la partie de Chypre membre de l'UE, violant ses eaux territoriales.

Le président turc Erdogan avait fait de nouvelles déclarations provocantes en affirmant que son navire de recherche d'hydrocarbures « Oruç Reis » reprendrait bientôt ses travaux.

Il s'est fâché contre le président français qui soutient la Grèce, l'a insulté, et se fichait de la menace de sanctions venant de l'Union européenne.

La France avait déployé navires de guerre et avions de combat dans la région et a vendu des avions Rafale à la Grèce. La Grèce renforcé ses capacités navales.

L'UE affirme sa solidarité avec Chypre (avec la partie membre de l'UE), et avec la Grèce.

Jusque-là, l'UE était timorée, car régulièrement le président turc menace de ne plus retenir les millions de réfugiés désirant gagner l'Europe. L'UE verse d'ailleurs une aide financière considérable à la Turquie afin de l'aider à s'occuper des réfugiés, notamment syriens.

Après de longues négociations, l'UE a adopté une position commune vis-à-vis de la Turquie : améliorer certaines coopérations et relancer l'union douanière mais à condition que la Turquie cesse ses forages illégaux dans les eaux de Chypre.

Dans le cas contraire, la Commission européenne se réserve le droit de prendre des sanctions économiques contre la Turquie.

"La solidarité à l'égard de la Grèce et de Chypre (...) est non négociable", avait prévenu Emmanuel Macron.

Le président turc a également mis de l'eau dans son vin car les USA, clairement positionnés du côté de la Grèce, menaçaient de retirer leur base militaire d'Incirlik, en Turquie.

Et puis finalement, la Turquie guerrière trouve à s'occuper en soutenant l'Azerbaïdjan contre l'Arménie.

Une guerre a éclaté en Azerbaïdjan contre un territoire peuplé d'Arméniens

Rappel du contexte

Le Haut-Karabakh est un territoire confié à l'Azerbaïdjan par Staline dans les années 1920.

En majorité peuplé d'Arméniens, il avait fait sécession de l'Azerbaïdjan, entraînant une guerre au début des années 1990 qui avait fait 30 000 morts.

Le front est quasi-gelé depuis malgré des heurts meurtriers réguliers, notamment en 2016.

Or, des combats opposent, depuis le 27 septembre, les forces azerbaïdjanaises soutenues par la Turquie à celles du Haut-Karabakh, ces dernières étant soutenues par l'Arménie. Il y aurait des centaines de morts de part et d'autre.

La Russie est plus proche de l'Arménie (elle a une base militaire en Arménie) que de l'Azerbaïdjan, avec qui elle entretient tout de même de bonnes relations jusqu'à présent.

L'Azerbaïdjan va combattre jusqu'au "retrait total" des Arméniens du Karabakh : "Nous voulons rétablir notre intégrité territoriale, nous le faisons et allons le faire", a déclaré le président azerbaïdjanais Ilham Aliiev.

La guerre était en préparation depuis plusieurs mois

Nous disons qu'il y a des heurts régulièrement meurtriers entre Arménie et Azerbaïdjan.

Ce fut encore le cas mi-juillet : des échanges de tirs à 200 km au nord du Nagorny-Karabakh ont fait de nombreux morts.

Depuis, la situation est tendue entre Arménie et Azerbaïdjan, et la guerre se prépare, la Turquie encourageant l'Azerbaïdjan.

Ainsi, des hélicoptères de combat turcs arrivaient en Azerbaïdjan fin juillet pour un exercice conjoint, tandis que l'armée arménienne passait en état d'alerte.

En août dernier, les forces turques ont pris part à d'importantes manœuvres militaires en Azerbaïdjan. Et, selon l'Arménie, les F-16 qu'elles avaient envoyés à l'occasion ne seraient jamais revenus en Turquie.

Ce pays utilisant d'ailleurs une rhétorique guerrière contre l'Arménie.

De même, en juillet, selon des sources locales, les forces d'occupation turques ouvraient des centres d'enrôlement à Afrin en Syrie pour transporter les djihadistes qui lui sont fidèles en direction de l'Azerbaïdjan, en échange d'un contrat de 2500 USD / mois.

Quelle réaction internationale ?

L'Arménie abrite une base militaire russe et fait partie de l'Organisation du Traité de sécurité collective [OTSC], instituée par un traité dont l'article 4 instaure une clause de défense collective aux signataires. D'où le risque d'une régionalisation du conflit.

Les dirigeants européens ont condamné "toute ingérence" dans le conflit au Nagorny Karabakh. Emmanuel Macron a affirmé disposer d'informations sur la présence dans cette région de "300 combattants syriens de groupes jihadistes" ayant transité par la Turquie : il a réclamé "des explications" au président Erdogan et appelé l'Otan à "regarder en face" les actions d'Ankara, membre de l'alliance.

Par ailleurs, la France fait partie avec la Russie et les États-Unis du « groupe de Minsk » de l'OSCE chargé d'une médiation dans ce conflit. Les trois pays de ce groupe ont d'ailleurs demandé "la cessation immédiate des hostilités".

Le ministre russe des Affaires étrangères et son homologue turc auraient convenu jeudi que leurs deux pays étaient prêts à une "coordination étroite pour stabiliser la situation" au Nagorny Karabakh, selon Moscou. Néanmoins, la Turquie n'a pas publié de communiqué sur les sujets évoqués pendant cet appel.

Par ailleurs, l'Arménie a annoncé jeudi avoir rappelé son ambassadeur en Israël du fait des ventes d'armes israéliennes à l'Azerbaïdjan.

Israël est un partenaire de longue date du pays en termes de fourniture d'armes et d'entraînement des troupes.

La Turquie à l'offensive

Ce pays a un ton martial, son président faisant régulièrement des références à l'ancien empire ottoman.

Autrefois proche d'Israël, les relations se distendent, alors que le président Erdogan souhaite un jour « libérer » la mosquée al-Aqsa à Jérusalem.

La Turquie est à l'offensive en Libye, en Irak contre le parti kurde terroriste PKK, en Syrie, contre la Grèce et Chypre, souhaite jouer un rôle au Liban, au Yémen, et soutient militairement l'Azerbaïdjan en guerre contre l'Arménie.

Par ailleurs, la répression se durcit à l'intérieur même de la Turquie contre les opposants, notamment contre les Kurdes et des avocats.

Erdogan utilise la guerre, le nationalisme et l'idée de faire renaître l'Empire ottoman afin de faire oublier à son peuple la crise économique, le chaos démocratique, faisant emprisonner tant d'opposants politiques.

Ses visées expansionnistes lui mettent à dos plusieurs pays arabes qui en retour se rapprochent d'Israël. Le président américain se félicite notamment de la normalisation récente entre Israël et les Emirats arabes unis.

Le président turc recherche ardemment des hydrocarbures, en Méditerranée orientale entre autres, afin de redresser l'économie du pays.

Et il veut masquer aux Turcs, par la rhétorique guerrière, les nombreuses difficultés notamment liées au Covid-19 et à l'effondrement de la monnaie.

Sur 3 fronts (Libye, Syrie et maintenant Azerbaïdjan/Arménie), la Turquie défie la Russie, et l'on se demande quelle sera la réaction de son président fin stratège Vladimir Poutine.